

## Déclaration du Président Michel PELIEU

### Non à la suppression de la liaison ferroviaire Toulouse – Hendaye

Le rapport du député Duron remis au Gouvernement préconise la suppression de la liaison ferroviaire Toulouse – Hendaye, faute de rentabilité suffisante, et propose de remplacer ce service par des trajets en bus. C'est l'aboutissement aussi logique qu'inacceptable d'une stratégie organisée.

Il y a quelques mois j'alertais le Directeur Régional de la SNCF sur la dégradation croissante du service de la ligne Toulouse-Hendaye. Une dégradation qui allait conduire inévitablement à une baisse de fréquentation qui servirait ensuite à justifier son abandon pour manque de rentabilité. Ces craintes se sont réalisées !

Cette méthode qui consiste à laisser un service se dégrader, pour mieux en justifier l'interruption future, relève du cynisme. Elle est pourtant consacrée par les propositions du rapport Duron. Mais la décision finale est désormais entre les mains du Gouvernement. Il lui appartient de trancher. Le choix est simple : le profit ou l'aménagement du territoire. Ne conserver que les lignes rentables c'est faire le choix de concentrer le service dans les grandes régions urbaines et abandonner le monde rural. L'aménagement du territoire ne peut se faire selon une logique de marché.

Je souscris pleinement à la volonté de réduire les déficits publics. Mais cet effort ne peut être assumé uniquement par le monde rural. Gendarmeries, écoles, bureaux de poste, trop de services publics ont déjà déserté nos campagnes et nos vallées, faute de rentabilité. Et demain, on nous propose d'allonger cette longue liste en ajoutant les trains. C'est inacceptable.

La fermeture de cette ligne ferroviaire et son transfert sur bus serait, en outre, en totale contradiction avec le programme de rénovation de ligne Toulouse-Tarbes engagé par Réseau Ferré de France. Sans parler également de l'incongruité d'une telle proposition à la veille de la Conférence mondiale sur le climat qui se tiendra en décembre à Paris.

A titre personnel, je resterai mobilisé contre de telles propositions préjudiciables pour l'avenir de nos territoires. En tant que Président du Département des Hautes-Pyrénées, je saisis au plus vite l'Assemblée départementale afin qu'elle puisse se positionner, invitant à cette occasion nos voisins béarnais à nous rejoindre dans cette protestation.

Michel PELIEU  
Président du Département  
des Hautes-Pyrénées